

Perpignan, le 04/03/2026

N/REF. : 2026-016-PR

**N° S3IC : 66-5693**

**Affaire suivie par : Thomas ZETTWOOG**

[Thomas.zettwoog@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Thomas.zettwoog@developpement-durable.gouv.fr)

Tel : 04 34 46 65 63

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

***Sans présentation au Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques***

**Objet :** Modification / extension du périmètre d'épandage

Société BIOROUSSILLON à Perpignan

**Référence :** Rapport de l'inspection du 22/09/2025 proposant d'organiser la consultation du public selon les modalités du L.123-19-2

Consultation du public par voie électronique du lundi 27/10/2025 au lundi 10/11/2025 inclus

**P.J. :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

### **I - Introduction**

Par rapport du 22/09/2025 l'inspection a présenté la demande déposée par la société BIOROUSSILLON concernant la modification du périmètre du plan d'épandage afin d'intégrer les viticulteurs et arboriculteurs intéressés, ce qui permettrait de valoriser l'ensemble de la production de digestat brut et liquide à capacité nominale du méthaniseur.

La mise à jour et l'extension du plan d'épandage proposé concerne :

- 23 communes dans le département des Pyrénées-Orientales dont 15 nouvelles ;
- 71 nouvelles exploitations agricoles ;
- 1 359 parcelles ;
- 1207,43 ha supplémentaire épandables (ce qui amène la surface totale à 1207,43 + 1277,82 = 2485,25 ha).

L'analyse de cette demande réalisée suivant les critères de la note de doctrine du ministère du 20/12/2021, a permis de considérer que :

**Copie :** Ch ; APO4

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales 2 Rue Jean Richepin BP 60079 – 66050 PERPIGNAN cedex Tel : 04 34 46 65 20

- le projet ne constitue pas une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation ;
- le projet est concerné par un cas où une consultation du public doit être organisée selon les modalités du L.123-19.

L'inspection des installations classées a en conséquence proposé à M. le préfet d'organiser la consultation du public, sur :

- 8 communes déjà incluses dans le PE5 2024 : CALCE, CLAIRA, CORNEILLA-LA-RIVIERE, ESPIRA-DE-L'AGLY, LE SOLER, PERPIGNAN, SAINT-FÉLIU-D'AVALL, SAINT-HIPPOLYTE ;
- 15 nouvelles communes : BAHU, BAIXAS, CASES-DE-PENE, MAURY, OPOUL-PERILLOS, ORTAFFA, PEYRESTORTES, PEZILLAS-LA-RIVIERE, SALSES-LE-CHATEAU, TORREILLES, VILLENEUVE-LA-RIVIERE, PIA, REYNÈS, RIVESALTES, SAINT ESTEVE.
- sur la base du porter à connaissance comprenant en annexe :
  - la mise à jour du plan d'épandage de la SAS BioRoussillon
  - l'avis de la MESE sur l'extension de l'étude préalable à l'épandage
  - les lettres d'intention des nouveaux agriculteurs
  - la cartographie des nouvelles parcelles d'épandages par agriculteurs et par communes
  - la cartographie générale du nouveau plan d'épandage
  - les résultats d'analyses du digestat liquide et brut de BioRoussillon
  - la liste des parcelles à jour du plan d'épandage de la SAS BioRoussillon.

Par courrier du 17/11/2025 la préfecture a transmis à la société BIOROUSSILLON le résultat de la consultation du public en demandant de bien vouloir lui transmettre une analyse statistique de ces observations ainsi qu'un mémoire en réponse pour chacune des remarques formulées.

La société BIOROUSSILLON a adressé leurs réponses aux observations formulées à la suite de la consultation par courrier du 05/01/2026.

Le présent rapport examine les résultats de la consultation et propose les suites à donner.

## **II - Résultat de la consultation du public et des collectivités et analyse de l'exploitant**

La participation du public par voie électronique a été organisée sur une durée de 15 jours du lundi 27/10/2025 au lundi 10/11/2025 inclus.

Le dossier a été mis en ligne sur le site Internet de la préfecture et pouvait également être consulté sur un poste informatique situé en préfecture.

L'avis d'ouverture a été affiché pendant toute la durée de la consultation en mairie de Perpignan et dans les mairies des 23 communes concernées par le projet. Cet avis a également été diffusé par voie électronique sur le site Internet de la préfecture et auprès des services de presse en ligne habilités à insérer les annonces judiciaires et légales.

Au cours de la consultation 18 observations, globalement négatives, ont été recueillies provenant de :

- 2 communes (Saint Hippolyte et Torreilles) ;
- 1 collectif (Conseil de Développement Citoyen de PMM) ;
- 1 association (Sol Vivant Méditerranée) ;
- 14 particuliers des communes de :

- Saint Hippolyte (6) ;
- Villeneuve-de-la-Rivière (1) ;
- Pézilla-la-rivière (1) ;
- Torreilles (2) ;
- non précisées (4).

A la demande de l'inspection l'exploitant a transmis un mémoire en réponse analysant chacune des observations. Dans son mémoire, l'exploitant a répondu individuellement à chacune des observations et en annexe de ce mémoire l'exploitant a synthétisé les observations en les regroupant par thème et en précisant les principales mesures prévues dans le plan d'épandage en réponse aux observations. Cette synthèse est reprise dans le tableau ci-après.

Thèmes	Numéros observations	Observation notées	Mesures prévues dans le PE
Risques de nuisances olfactives	N° 1, 2, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17	Les épandages de digestat sont odorants et gênants pour les populations	Digestat hygiénisé, zone d'exclusion par rapport aux habitations, utilisation de matériel adapté.
Qualité de l'eau	N° 1, 2, 4, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18	Les digestats épandus risquent de dégrader les eaux souterraines et superficielles	Matériel adapté pour les épandages, contrôles et surveillance des épandages et respect de la réglementation en vigueur.
Economie d'eau	N° 1, 11	Pas d'économie d'eau sur l'irrigation des cultures	L'économie d'eau est réalisée au niveau du process de l'unité.
Qualité des sols	N° 1, 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 15, 17, 18	Les digestats épandus risquent de dégrader les sols	Matériel adapté pour les épandages, contrôles et surveillance des épandages et respect de la réglementation en vigueur
Comité de suivi	N° 1, 2, 7, 10, 16	Absence de comité de suivi	Absence d'arrêté préfectoral pour la mise en place d'une commission de suivi de site. Transmission à l'administration des résultats d'analyse (au besoin) transmission également du bilan agronomique et accès à un registre de plainte.
Risque sanitaire	N° 1, 2, 8, 12	Les digestats présentent des pathogènes dangereux	Digestat hygiénisé (70°C pendant 1 h min) et contrôle régulièrement
Non-substantialité de la demande	N° 1, 2, 7	Substantialité demandée par rapport à l'augmentation de la surface du plan d'épandage	Le caractère non-substantiel a été évalué dans l'étude. Par ailleurs, les études environnementales ont été réalisées (Annexe 1 du dossier).
Qualité des digestats	N° 3, 4, 5, 7, 11, 18	Demande de contrôle de la qualité des digestats	Mise en place de contrôles régulier et déclaration annuelle des résultats à la DREAL et la préfecture. (Paragraphe H5.1.2 de l'annexe 1 du dossier)
Changement de pratique des agriculteurs	N° 5	Incitation aux changements de pratiques culturales des exploitants agricoles	Sans objet : Non concernés par la volonté des agriculteurs aux changements de leurs pratiques

Thèmes	Numéros observations	Observation notées	Mesures prévues dans le PE
Circulation des camions	N° 6	Augmentation du trafic de camions pouvant détériorer la route	En moyenne 14 passages de citernes par an pour les parcelles de St Hippolyte donc très peu de risques de nuisances.
Distance d'épandage	N° 9, 10, 16, 17, 18	Distances d'épandages considérés comme non-suffisante.	Respect des distances d'épandage imposé dans l'arrêté préfectoral de BioRoussillon ainsi que dans l'arrêté ministériel du 02/02/98.
Parcelle en agriculture biologique	N° 10, 16, 17	Épandage sur terre en agriculture biologique et à proximité de terres répondant à la certification AB	Aucune des parcelles du plan d'épandage n'est en certification AB. L'épandage à proximité des terres en agriculture biologique est autorisé.
Période et dose d'épandage	N° 1, 2, 4, 7, 11, 14, 18	Les périodes d'épandage ainsi que les doses ne sont pas cohérentes.	Les périodes d'épandages respectent le calendrier d'épandage présent dans le programme d'action régional. Les doses d'épandages proposés dans le dossier respectent la dose plafond indiqué dans Le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée
Engrais vert	N° 1, 2, 7, 14	Le digestat n'est pas un engrais vert	Le terme « engrais vert » employé dans le porter-à-connaissance pour le digestat ne fait pas référence aux cultures à base de légumineuses. Ce terme a été utilisé par rapport à l'intérêt environnemental du projet car le digestat est issu d'un process de méthanisation valorisant des déchets et sous-produits organiques et produisant de l'énergie renouvelable (biométhane injecté) et participant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
Zone naturelle	N°6	Epandage des terres agricoles en zone Natura 2000, ZNIEFF ou ZICO pourrais avoir des incidences sur le milieu.	Concernant les zones naturelles de types Natura 2000, ZNIEFF ou ZICO identifiées sur les parcelles d'épandage ou à proximité, il est précisé que les épandages de digestat sont des activités similaires aux activités agricoles déjà réalisées sur ces parcelles agricoles (labours, fertilisation, semis, récoltes ...). L'activité d'épandage de digestat n'a donc pas d'incidence significative sur ces milieux.
Pratique de fertilisation des sols	N° 9, 12, 13, 16	Le digestat à termes pourrait entraîner la dégradation des sols.	Le digestat est un déchet valorisable par le sol. Il apporte aux plantes de l'azote et du phosphore principalement.
Information du public	N° 11, 18	Les communes n'ont pas été informé de l'extension du plan d'épandage	Les 15 communes concernées par l'extension du plan d'épandage ont bien été informées de ce nouveau plan d'épandage via la consultation du public qui a été organisée par voie électronique selon les conditions de l'article L. 123-19-2 du Code de l'environnement du lundi 27 octobre 2025 au lundi 10 novembre 2025 inclus.
Composition du digestat et transparence	N° 12	Manque de transparence sur la composition du digestat par les intrants	Les intrants et le process de méthanisation sont détaillés dans l'étude préalable aux épandages, de même que les caractéristiques des digestats : valeurs agronomique, teneurs en ETM/CTO.

Thèmes	Numéros observations	Observation notées	Mesures prévues dans le PE
Délai de prévenance	N° 9, 12, 16	Informers les riverains des épandages 24 h à 48 h avant.	La prévenance des riverains 24-48 h avant les épandages ne concerne que l'application des traitements phytosanitaires. La SAS BioRoussillon n'est pas concernée par cette règle.

### III - Analyse de l'inspection

La participation du public a été relativement faible au regard du périmètre de consultation qui a concerné 23 communes du département.

Chacune des 18 observations formulées a été analysée par l'exploitant et les mesures réglementaires ou prévues permettant de limiter les impacts ont été rappelées.

L'enquête n'a pas fait ressortir de problématique particulière liée à l'épandage des digestats de la société BIOROUSSILLON ou aux spécificités des parcelles concernées ; les observations expriment les craintes générales liées aux risques de pollution des nappes, du sol, de nuisance olfactive...

Le recours à la méthanisation pour traiter les déchets organiques est encouragé par le ministère de la transition écologique ; ce processus biologique consiste à décomposer de la matière organique pour produire du biogaz qui peut être réinjecté sur le réseau gaz et du digestat, résidu organique riche en nutriment, qui peut être valorisé en agriculture.

Les installations de méthanisation industrielles font l'objet d'un encadrement réglementaire stricte qui concerne à la fois l'usine de méthanisation et l'épandage des digestats.

La société BIOROUSSILLON a été autorisée en 2017 à exploiter son méthaniseur et épandre les digestats ; l'épandage a démarré en 2021 suite au démarrage de l'installation en 2020 et plus de 84000 m<sup>3</sup> ont déjà été épandus sur le département sans que cela pose des problèmes particuliers.

Un registre des plaintes a été mis en place afin de centraliser les signalements des riverains. Depuis 2020, 5 remontées ont été formulées, dont une seule concernant les épandages de digestat. Plus récemment un signalement a été effectué par la mairie de Saint-Félicien-d'Avall mais après enquête l'exploitant a confirmé que les odeurs gênantes ressenties par les riverains ne provenaient pas de l'épandage de digestat.

Actuellement le méthaniseur ne fonctionne pas à sa capacité nominale, les quantités de déchets entrant étant en particulier limitées par les surfaces disponibles pour l'épandage. L'objectif de l'exploitant est de proposer de nouvelles parcelles aptes à l'épandage afin d'optimiser le fonctionnement du méthaniseur. Cette extension du périmètre d'épandage permettra ainsi d'augmenter la quantité de déchets traités par le méthaniseur conformément à la capacité prévue initialement tout en sécurisant le plan d'épandage.

Le périmètre initial autorisé en 2017 concernait une surface de 640 ha. Ce périmètre a fait l'objet de plusieurs extensions / modifications, conduisant à une surface autorisée de 1278 ha. La présente demande portera la surface épandable à 2485 ha. Cette extension intègre des surfaces de vigne qui contrairement à de grandes cultures, ne peuvent pas être utilisées chaque année.

Comme pour le plan d'épandage initial et les précédentes extensions cette nouvelle demande intègre une tierce expertise réalisée cette fois-ci par la MESE de l'Aude.

L'objectif de la Mission d'Expertise et de Suivi des Epandages (MESE), dont l'indépendance et les compétences en matière d'épandage sont reconnues, est d'apporter au dossier un regard extérieur afin de valider les demandes formulées par le site.

Un premier avis a été émis le 01/12/2024 qui comportait des réserves. L'exploitant a complété / modifié son dossier et un 2<sup>e</sup> avis positif a été rendu le 01/03/2025.

Le dossier comprend une synthèse de l'avis de la MESE (§3.3) et en annexe l'avis en intégralité.

La MESE a vérifié :

- Les caractéristiques du méthaniseur ;
- Les caractéristiques des digestats ;
- Le contexte naturel ;
- Les modalités d'épandages ;
- L'organisation des chantiers d'épandages.

Ce 2<sup>e</sup> avis comprend toutefois des remarques auxquelles la société Bioroussillon a répondu et validé les différentes propositions qui pourront être reprises dans le nouvel arrêté complémentaire autorisant cette extension, en particulier :

- confirmer que les analyses du digestat brut doivent être réalisées avec la même fréquence que le digestat liquide ;
- prise en compte de la dernière analyse des digestats pour le calcul de la dose d'épandage
- passer la fréquence de suivi des parcelles de références de 10 ans à 5 ans en raison de fort taux de cuivre dans les sols ;
- réalisation de nouvelles analyses de sols pour atteindre la moyenne d'une analyse pour 20 ha ;
- réalisation d'un prévisionnel de fertilisation plus détaillé en fonction de la période d'épandage (printemps et automne).

L'inspection propose de reprendre les remarques de la MESE sous forme de prescriptions, cf projet d'arrêté ci-join, modification des articles 2.2.4, 2.3.1, 2.4.2, 2.4.3)

Pour rappeler, afin de tenir compte des craintes exprimées lors de la précédente consultation du public, l'inspection a proposé de compléter les prescriptions par :

- l'article 2.3.5 qui impose la mise en place d'un registre de plainte ou signalement ;
- l'article 2.3.6 qui impose la réalisation tous les 3 ans d'une vérification du respect des prescriptions de l'arrêté autorisant l'épandage par un organisme indépendant, compétent en matière d'épandage, choisi après accord de l'inspection.

L'exploitant a confirmé que les devis et consultations ont été lancées pour la réalisation de ce premier audit prévu sur l'année 2026.

#### **IV - Evolution du plan d'épandage au cours de l'instruction**

La société BIOROUSSILLON a déposé le 19/02/2026 un nouveau Porter à Connaissance qui fait suite à des départs à la retraite d'agriculteurs et à des changements liés aux pratiques agricoles. Ce nouveau dossier concerne la sortie de 333,4 ha épandables et l'entrée de 372,15 hectares épandables au plan d'épandage.

L'exploitant a confirmé que :

- les nouvelles parcelles sont toutes situées en commune enquêtées ; il n'y a donc aucune nouvelle commune concernée par cette demande ;

- les parcelles se situent à proximité de l'unité de méthanisation ou bien d'un stockage déporté de la SAS BioRoussillon ; de ce fait l'apport du digestat aux parcelles limitera les déplacements des citernes sur les routes ;
- pour la plupart des nouvelles surfaces, ce sont des parcelles jouxtant des îlots déjà présents dans le plan d'épandage de la SAS BIOROUSSILLON ;
- une étude environnementale à démontrer que les épandages de digestats ne présentent aucun impact significatif supplémentaire ;
- un prévisionnel a été réalisé sur ces nouvelles parcelles, afin de déterminer au mieux leur besoin en digestat. Des analyses de sols sont prévues et permettront de démontrer la conformité à l'épandage des nouvelles parcelles à intégrer dans le plan d'épandage.

L'inspection considère que ces changements de parcelles du plan d'épandage ne constituent pas une modification substantielle et propose en conséquence de mettre à jour la liste des parcelles dans le cadre de l'instruction en cours de la demande déposée le 22/09/2025.

Avec ces nouvelles modifications la surface des parcelles est égale à 2841,36 ha et la surface épandable à 2509,32 ha.

## **V - Proposition de l'inspection et conclusion**

Au vu des éléments fournis par la société Bioroussillon dans son dossier de demande, des observations recueillies lors de la consultation électronique et des collectivités concernées et des réponses apportées par le pétitionnaire, le service d'inspection de la DREAL, considère que les mesures envisagées pour l'extension du périmètre d'épandage sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers.

Dans ces conditions, le service d'inspection de la DREAL propose à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales d'accorder l'autorisation d'extension du périmètre d'épandage sollicitée par la société Bioroussillon tout en prenant en compte les modifications qui sont apparues au cours de l'instruction.

Se trouve ci-annexé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui modifie l'arrêté initial autorisant l'épandage et mettant à jour les prescriptions existantes de l'arrêté, à savoir :

- Article 1.1.2 – Périmètre d'épandage
  - Mise à jour de la liste des communes concernées par les épandages, en rajoutant les nouvelles communes concernées.
- TITRE 4 – Annexe 1 – Liste des parcelles autorisées et aptitudes d'épandage
  - Remplacer la liste des parcelles autorisées par la nouvelle liste correspondant à la mise à jour du plan d'épandage.
- Modification des articles 2.2.4, 2.3.1, 2.4.2, 2.4.3 suivant les propositions du § III ci-dessus.

Le projet d'arrêté a été adressé pour avis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire. Les observations formulées ont pu être prises en compte.

L'instruction de cette demande n'ayant pas fait ressortir de problématique particulière, le service d'inspection de la DREAL ne propose pas de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Concernant la demande formulée dans la délibération du conseil municipal de la commune de Rivesaltes du 08/07/2025 concernant la création d'une Commission de Suivi de Site (CSS), l'inspection rappelle que l'article R. 125-5 2° du code de l'environnement prévoit d'une façon


générale la mise en place d'une CSS pour toutes les installation d'élimination des déchets, lorsque la demande est formulée par l'une des communes situées à l'intérieur du périmètre d'affichage de la rubrique de la nomenclature dont l'installation d'élimination des déchets relève.

Ici il s'agit de la rubrique 2781 "méthanisation" le rayon d'affichage est de 3 km et intègre les communes de Perpignan, Baixas, Peyrestortes, Pia, Rivesaltes et Saint-Estève.

Cette demande de création d'une CSS a également été mentionnée dans 5 observations : 2 habitants de la commune de Saint-Hippolyte, la mairie de Saint-Hippolyte, le conseil citoyen de PMM et l'association Saint-Hippolyte Clairia Environnement (donc principalement provenant de la commune de Saint-Hippolyte qui ne fait pas partie des communes présentes dans le rayon d'affichage).

Sur les 23 communes concernées par l'enquête organisée dans le cadre de cette demande d'extension, la commune de Saint-Hippolyte est la principale opposée à ce projet d'épandage de digestats. A noter toutefois que la surface épandable des parcelles présentes sur la commune de Saint-Hippolyte représente 2,37 ha par rapport aux 2509,32 ha du plan d'épandage.

L'inspection propose par ailleurs d'informer la commune de Torreilles, que les parcelles de Mr ROUX, qui a confirmé qu'il a arrêté son activité et que son repreneur ne souhaite plus recevoir des digestats, ont été retirées du plan d'épandage. Sur cette commune la surface épandable est de 2,38 ha sur les 2509,32 ha du plan d'épandage.

APPROBATEUR / VÉRIFICATEUR	RÉDACTEUR
Le responsable de l'UiD 11/66	L'inspecteur de l'environnement  Thomas ZETTWOOG